



doc.VEILLE

Bulletin webographique

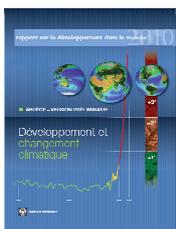
Janvier, 2010

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.





Banque Mondiale

Rapport sur le développement dans le monde 2010 : Développement et changement climatique

Washington : Banque Mondiale, décembre 2009-439 p.

Source : Banque Mondiale

<http://www.worldbank.org/wdr2010>

Tags : Développement | Changement climatique

Selon le présent rapport, la réduction de la pauvreté et le développement durable demeurent une des priorités fondamentales à l'échelle de la planète. Néanmoins, ces priorités pourraient être difficiles à concrétiser en raison du changement climatique, particulièrement pour les pays fortement vulnérables. Ceci est dû au fait que la majorité de ces pays n'ont pas les capacités financières, institutionnelles et techniques nécessaires pour faire face aux risques climatiques et s'y adapter. Leurs revenus et leur bien-être dépendent directement des ressources naturelles lesquelles sont à leur tour tributaires des conditions météorologiques.

Les pays avancés responsables de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre, sont tenus de prendre leur responsabilité, en assistant les pays en développement notamment à travers l'accroissement des financements de leurs politiques d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique.

Dans ce contexte, les différents pays doivent agir dans l'urgence parce que les choix d'aujourd'hui détermineront le climat de demain. Les pays doivent également agir collectivement parce qu'aucune nation ne

peut prétendre, à elle seule, faire face aux enjeux du changement climatique, et parce qu'une coopération à l'échelle mondiale est nécessaire pour améliorer les rendements énergétiques et développer de nouvelles technologies. Cela suppose aussi la promotion d'un avenir durable, en mettant en œuvre une gestion et une planification intégrée, à grande échelle, tout en préservant les puits de carbone et la biodiversité.

La conclusion d'un accord climatique mondial équitable et efficace serait opportune pour prendre en compte la diversité des besoins des pays en développement et des obstacles auxquels ils sont confrontés, de leur procurer l'aide financière et technologique requise pour relever les grands défis du développement et d'établir des mécanismes dissociant les efforts d'atténuation des sources qui les financent.

Le Maroc, qui connaît une situation de stress hydrique, importe environ 50 % de ses besoins en céréales. Aussi, une réponse efficace aux changements climatiques rendrait-elle nécessaire de recourir aux progrès techniques pour gérer au mieux les contraintes liées au changement climatique.





Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010 : "Atteindre les marginalisés"

Paris : UNESCO, janvier 2010-137 p.

Source : UNESCO

<http://www.unesco.org/fr/efareport/>

Tags : Développement humain | Education

Dans son rapport sur l'éducation, intitulé « atteindre les marginalisés », l'UNESCO s'interroge sur les impacts de la récession économique mondiale sur les systèmes éducatifs des pays les plus pauvres de la planète.

En effet, la concrétisation des objectifs fixés pour l'an 2015 par l'ONU en termes d'accès universel à l'enseignement primaire (*) pourrait amorcer un retour en arrière dans les pays pauvres à cause de la crise économique qui a affecté le financement de l'éducation.

D'après ce rapport, 72 millions d'enfants sont toujours non scolarisés de par le monde. Ils seraient 56 millions si les scénarios de l'UNESCO se confirmaient à l'horizon 2015.

L'UNESCO prévoit que sous l'effet de la crise financière, les dépenses publiques consacrées à l'éducation pourraient être réduites, notamment en Afrique subsaharienne, de quelques 4,6 milliards de dollars entre 2009 et 2010.

Les pays riches et ceux du G20 devront faire des efforts, même dans un contexte de crise, en augmentant leur aide financière afin de combler le déficit de financement, estimé à 16 milliards de dollars, pour atteindre l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015.

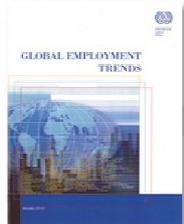
S'agissant du Maroc, le rapport de l'UNESCO souligne que celui-ci se trouve parmi les pays qui auront des difficultés à atteindre les objectifs fixés pour 2015, relatifs à l'enseignement pour tous et ce, malgré les réformes d'envergure mises en œuvre pour améliorer la qualité, la pertinence et l'équité de l'éducation. D'ailleurs, l'élève moyen au Maroc « est aussi performant ou moins performant que les 10 % d'élèves les moins performants dans les pays les mieux classés ».

En guise de conclusion, le rapport identifie quelques mesures susceptibles de corriger les inégalités persistantes dans le secteur de l'éducation pour aller vers des systèmes éducatifs inclusifs. Il s'agit notamment de :

- l'accroissement de l'accès des groupes exclus en réduisant les obstacles ;
- l'amélioration de l'environnement d'apprentissage en répartissant équitablement les enseignants qualifiés ;
- l'élargissement des droits et des opportunités en appliquant des lois contre la discrimination ;
- la mise en place de systèmes affinés de collecte de données afin d'identifier les groupes marginalisés et de suivre leurs progrès.

(*) Le rapport de l'Unesco se fonde sur l'évolution de six objectifs définis en 2000 à Dakar, au Sénégal, pour atteindre l'éducation pour tous, dont l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, l'augmentation de 50% du taux d'alphabétisation des adultes, la disparition de la disparité entre les sexes et l'amélioration, sous tous ses aspects, de l'éducation.





Organisation Internationale du Travail
Rapport sur les tendances mondiales de l'emploi 2010

Genève : OIT, janvier 2010 - 125p.

Source : OIT

http://www.ilo.org/empelm/what/pubs/lang--en/docName--WCMS_120471/index.htm

Tags : Société | Emploi | Chômage | Tendances

Dans son rapport sur les tendances mondiales de l'emploi en 2010, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a souligné que le nombre de chômeurs s'est élevé à 212 millions de personnes en 2009, portant ainsi le taux de chômage mondial à 6,6%.

L'OIT estime que ce taux n'est pas appelé à décroître en raison de la persistance des effets de la crise économique sur le marché international du travail.

Le chômage des jeunes a augmenté de 10,2 millions entre 2007 et 2009, soit la plus forte hausse enregistrée depuis 1991. D'après le même rapport, le nombre de travailleurs pauvres s'est élevé à 633 millions vivant avec moins de 1,25 dollar par jour en 2008.

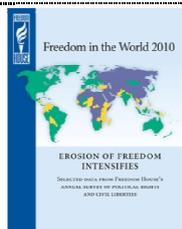
Le rapport a mis l'accent sur les grandes disparités régionales, en

soulignant que l'Europe Centrale et du Sud-Est ainsi que les pays de l'Afrique du Nord sont les plus concernés. Les pays relevant de ces régions devraient afficher un taux de chômage de plus de 10% à fin 2009 contre 4,4% en Asie de l'Est.

Plus particulièrement, le rapport estime que le taux de chômage global en Afrique du Nord a atteint 10,5% en 2009 et pourrait atteindre 10,6% en 2010, soit une hausse de 300.000 chômeurs.

En vue de faire face à cette situation alarmante et éviter qu'elle se traduise par un bouleversement économique et social, l'Organisation Internationale du Travail s'est engagée activement en faveur d'un pacte mondial pour l'emploi, incluant une série de mesures préconisant une large couverture des régimes de protection sociale.





Freedom House

Rapport liberté dans le monde 2010 (Freedom in the World 2010)

Washington: Freedom House, janvier 2010- 75 p.

Source : Freedom House

<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=505>

Tags : Société | Liberté

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie dans le monde, le Think Tank américain, Freedom House, a fait état d'une « érosion mondiale de la liberté », en révélant son déclin accentué dans, au moins, 40 Etats d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen Orient et des pays de l'ex-Union Soviétique, ce qui représente globalement 20% des gouvernements du monde.

Le rapport souligne qu'il y a eu une « récession de la liberté » et une "recrudescence de l'autoritarisme" durant l'année 2009.

D'après le baromètre des libertés politiques et civiques, l'Iran, la Russie, le Venezuela et le Vietnam figurent parmi les régimes les plus autoritaires, voire répressifs dans le monde.

Le rapport classe le Maroc en tête des pays du Maghreb en termes des droits politiques et des libertés civiles. «Le Maroc a eu le meilleur classement de tous les autres pays de la région du Maghreb en matière de libertés», a déclaré M. Arch Puddington, directeur de recherche à Freedom House et co-auteur du rapport.





Nations-Unies

L'index des Nations-Unies du «e-Gouvernement»

New York : Nations Unies, janvier 2010

Source : NU

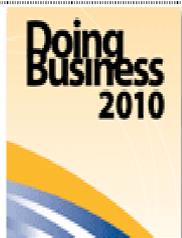
http://www2.unpan.org/egovkb/global_reports/10report.htm#

Tags : e-Gouvernement | Administration électronique | TIC

Ce rapport a mis en exergue le rôle de l'e-Gouvernement dans la lutte contre la crise économique mondiale et la promotion de la confiance auprès des citoyens, en instaurant un climat de transparence en termes de partage des données et des informations.

Afin d'évaluer le degré d'application des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations publiques des différents pays, l'indice des Nations Unies se base sur plusieurs critères, notamment le taux de pénétration de l'internet, l'infrastructure des télécommunications et les ressources humaines formées aux métiers des TIC.

Selon l'indice des Nations Unies sur l'e-Gouvernement, le Maroc est classé en 2009 au 126^{ème} rang parmi un panel de 192 pays contre la 140^{ème} place en 2008. Cette amélioration laisse suggérer que le Maroc dispose de marges importantes pour améliorer son positionnement et se hisser au rang des pays performants de la région MENA, (Bahreïn 13^{ème} rang mondial, Emirats Arabes Unis 49^{ème}, Koweït 50^{ème}). Pour y parvenir, le Maroc devrait accélérer la mise en œuvre de son programme relatif à l'administration électronique, en œuvrant pour la simplification des procédures administratives, l'amélioration de la qualité des prestations et la formation des ressources humaines.



Banque Mondiale

Doing Business 2010 : mener à bien des réformes en ces temps difficiles

Washington : Banque Mondiale, décembre 2009-105p.

Source : Banque Mondiale

http://français.doingbusiness.org/documents/DB10_Overview_French.pdf

Tags : Réforme | Droit des activités commerciales | Réglementation | Économie mondiale

Le rapport « Doing Business 2010 : mener à bien des réformes en ces temps difficiles » de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale sur le climat des affaires, vient confirmer qu'en dépit d'un contexte international marqué par l'incertitude financière, le Maroc figure parmi les pays les plus actifs en termes de réformes destinées à améliorer l'environnement des affaires et à promouvoir la liberté d'entreprise.

En effet, sur 183 économies évaluées par les analystes de la Banque Mondiale, le Maroc est passé de la 130^{ème} position à la 128^{ème} au classement mondial, soit une position comparable à celle de l'Inde et du Brésil.

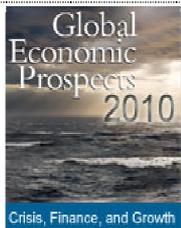
Cette légère amélioration s'explique, selon les analystes de la Banque Mondiale, par le fait que le Maroc a progressé uniquement par rapport au seul critère « obtention des prêts » où le pays est passé de la 131^{ème} place à la 87^{ème} en 2009.

Cependant, le Maroc a régressé par rapport aux autres critères notamment, « l'octroi de permis de construire » perdant 7 places pour se situer à la 99^{ème} position au lieu de la 92^{ème} en 2009. De même, en termes de « transfert de propriété », le pays a reculé de la 118^{ème} place à la 123^{ème} place. S'agissant de l'indice « création d'entreprise », le Maroc est passé de la 59^{ème} à la 76^{ème} place.

Enfin, le rapport a relevé que, concernant l'indice « paiement des impôts », le Maroc a perdu 5 rangs au classement mondial, passant à la 125^{ème} place.

En dépit des faibles performances enregistrées au niveau de certains critères de l'indice « Doing Business », la Banque Mondiale estime que le Maroc dispose encore de marges de manœuvre suffisantes pour améliorer l'attractivité de son environnement général des affaires.





Banque Mondiale

Perspectives économiques mondiales 2010

Washington : Banque Mondiale, janvier 2010 – 108 p.

Source : Banque Mondiale

<http://siteresources.worldbank.org/INTGEP2010/Resources/GEP2010-Full-Report.pdf>

Tags : Economie | Perspectives

D'après ce rapport, la reprise mondiale sera difficile même si les effets de la crise financière se sont atténués.

Les perspectives de redressement sont assez favorables pour les pays en développement, avec une croissance prévue de 5,2 % et de 5,8 % respectivement en 2010 et 2011. Le PIB des pays riches, qui s'est replié de 3,3 % en 2009, croîtra à un rythme moins rapide (1,8 % en 2010 et 2,3 % en 2011).

Le rapport souligne également que, malgré un retour vraisemblable de la croissance, il faudra des années pour compenser les pertes économiques enregistrées, suite à l'effondrement des marchés financiers.

Selon la Banque mondiale, environ 64 millions de personnes supplémentaires sont au seuil de la misère (vivant avec moins de 1,25 dollar par jour) en 2010 du fait de la crise.

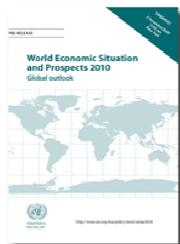
Sur un autre volet, il est à rappeler qu'entre 2003 et 2007, l'assouplissement des conditions financières internationales avait favorisé l'abondance de capitaux à

destination des pays en développement, d'où la croissance très positive enregistrée dans ces pays. Dans la mesure où ces conditions ne pouvaient se maintenir sur le long terme, le coût des capitaux internationaux serait par conséquent plus élevé et les taux d'investissement plus bas au cours des prochaines années.

Le rapport estime que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, a moins souffert de la crise que d'autres régions, avec une croissance du PIB global de 2,9 % en 2009. Selon la Banque Mondiale, les pays importateurs de pétrole relevant de cette région, ceux-ci ont connu une croissance de 4,7 % en 2009. En revanche, ceux exportateurs de pétrole, ont assisté à un repli de leurs PIB de 1,6 %, sous l'effet notamment de la compression des revenus issus des hydrocarbures.

Globalement, le PIB de la région devrait progresser de 3,7 % en 2010 et de 4,4 % en 2011. Ces projections s'appuient sur la reprise attendue de la demande mondiale ainsi que sur la stabilisation des cours du pétrole.





United Nations Conference on Trade And Development
World Economic Situation and Prospects 2010
Genève: CNUCED, janvier, 2009 - 51 p.

Source : CNUCED

http://www.unctad.org/en/docs/wesp2010pr_en.pdf

Tags : Economie | Perspectives

Après une récession mondiale synchronisée, l'Organisation des Nations Unies prévoit une croissance de l'économie mondiale estimée à 2,4 % en 2010. Ce rebond est le résultat des mesures de politiques publiques importantes prises par les grandes économies dans le cadre du G20.

La chute significative de la production industrielle enregistrée dans la plupart des pays au lendemain de la crise mondiale, semble changer de tendance. Le rapport précise, qu'à partir du deuxième trimestre 2009, la situation économique mondiale montre des signes palpables de redressement. Les marchés de capitaux mondiaux ont rebondi et les primes de risque sur les prêts ont été réduites. Le commerce international et la production industrielle mondiale se sont revitalisés remarquablement, avec une

croissance trimestrielle positive du produit intérieur brut (PIB) dans plusieurs pays.

Toutefois, malgré ce revirement de tendance, les principales données conjoncturelles laissent suggérer que le rétablissement de l'économie mondiale sera lent et le taux de chômage restera en hausse, tandis que l'inflation demeurerait maîtrisée sous l'effet de l'accalmie des prix sur le marché mondial des matières premières.

Il reste que le défi majeur auquel seront confrontés les différents pays est celui de la durabilité des stimuli budgétaires pour entretenir la reprise économique. Selon l'ONU, ces stimuli devraient rester opérationnels jusqu'à ce que la croissance de l'emploi et la demande de secteur privé soit plus robustes.



..... INDEX DES TAGS

<hr/>	
A	Emploi.....6
Administration électronique..... 8	Entreprise 9
Affaires..... 9	<hr/>
<hr/>	L
C	Liberté.....7
Changement climatique..... 4	<hr/>
Chômage..... 6	P
<hr/>	Perspectives..... 11
D	<hr/>
Développement..... 4	S
Développement humain..... 5	Société..... 6, 7
<hr/>	<hr/>
E	T
Economie..... 9, 10, 11	Tendances..... 6
Education..... 5	TIC.....8
e-Gouvernement..... 8	

